

et de leur enseignement secondaire et les pauvres Ruthènes, n'auront jamais leur université propre, leurs gymnases et leurs écoles réales propres étant sans ressources financières. La même situation est dans les diverses villes, où les classes riches sont allemandes et les ouvriers slaves. C'est aussi la situation de Vienne. Ce système est simplement contraire à toutes les théories économiques et à toutes les théories des impôts.

Je ne veux pas parler ici d'une autre contradiction : les socialistes sont pour la gratuité de l'instruction. Or, ce système impose les impôts pour l'entretien des écoles. Quel excellent prétexte pour les partis rétrogrades de s'opposer à la création des écoles nouvelles ! On pourrait élever aussi quelques critiques sur la question des langues dans les emplois publics. Mais cela nous mènerait trop loin (1).

La conclusion logique est que ce système est autant irréalisable, qu'injuste. C'est une construction artificielle, qui n'est pas toujours très réaliste. Dans tous les cas, on peut plutôt trouver les éléments de l'entente et de la solution dans les exemples du passé, dans le programme de Palatsky, présenté à Kremsier, où dans le Compromis de 1890, dans le programme politique

(1) Une critique tranchante de ce système fut présentée par un socialiste tchèque dans son étude, parue tout récemment : Fr. Modrathek. *La question nationale dans la démocratie socialiste*. L'auteur montre excellemment la faiblesse de ce système et se prononce pour l'autonomie nationale, basée sur le principe territorial. C'est la seule solution juste et raisonnable. L'auteur rejète le principe de personnalité et accepte les principes de l'organisation actuelle de la monarchie comme point de départ pour l'organisation de la fédération des nations (des territoires nationaux, en Autriche. C'est aussi l'unique solution acceptable.